

DOSSIER DE DEMANDE DE LOGEMENT

Etudiant non boursier

—

Dossier à retourner à :

candidaturelogement@heneo.fr

8/10 rue de Richemont
75013 Paris

Liste d'attente de 3 à 6 mois

STUDIOS POUR CELIBATAIRES EN FOYER-LOGEMENTS NON CONVENTIONNE

Vous souhaitez obtenir une location d'un studio à partir de :

Surface : 12 m² meublés (chambre, kitchenette, douche, wc)

Laverie sur place (payant)

Possibilité allocations logement (suivant les cas)

Dépôt de garantie : 1 mois de redevance

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE DEVANT OCCUPER LE LOGEMENT

Merci de fournir tous les justificatifs

1) Demandeur

Nom, prénom

Adresse

Téléphone Portable.....

E-mail.....

Date et lieu de naissance

Nationalité

Situation de famille Célibataire Autre :

Nombre d'enfant(s) à charge.....

Etudes en cours (N).....

Etablissement

Etudes prévues (N+1).....

Etablissement

Profession ou activité.....

Type de contrat : CDI CDD CDDI Intérim Contrat de professionnalisation Apprentissage

Nom de l'employeur.....

Adresse du lieu de travail :

.....

.....

Téléphone.....

Ressources :

Votre salaire mensuel net	€
Allocation familiales mensuelles	€
Autres revenus	€
TOTAL	€

Personne à contacter en cas d'accident.....

Nom, prénom

Adresse.....

Lien de parenté

Téléphone.....

Je soussigné(e) certifie sincères et véritables les renseignements fournis sur le présent document ainsi que les pièces annexées.

Date : / /

Signature du demandeur

ACTE DE CAUTION SOLIDAIRE
(Article 2015 et 2021 du Code Civil)

Doit être obligatoirement établi par une personne solvable domiciliée dans un pays membre de l'Union Européenne

Je soussigné(e) nom et prénom

Né(e) le

Adresse.....

Profession ou emploi

déclare me porter caution solidaire de

pour la durée du contrat de sous-location meublée ci-annexé, soit jusqu'au/...../.....

et m'engage à ce titre, au profit de HENEO qui accepte, à satisfaire à toutes les obligations du bénéficiaire, sans bénéfice de discussion pour le paiement :

- des loyers, compléments de loyers et charges récupérables,
- des dégradations et réparations locatives,
- et des éventuels frais de procédure.

Montant du loyer (somme en lettres) :

Montant du complément de loyer (somme en lettres) :

Montant des charges (somme en lettres) :

dans la limite de (somme en chiffres) :

MENTION A RECOPIER INTEGRALEMENT PAR LE SIGNATAIRE, DE SA MAIN :

« Je me porte caution solidaire jusqu'à la date du dans la limite de cumulés, pour le paiement du loyer (charges comprises) s'élevant à ce jour à révisable chaque année selon les conditions inscrites au contrat de location et dont j'ai pris connaissance, ainsi que des compléments de loyers, charges récupérables, dégradations et réparations locatives, et éventuels frais de procédure, ces obligations résultant du contrat dont j'ai reçu un exemplaire. Je confirme avoir pleinement enregistré la nature et l'étendue des obligations ainsi contractées.

Fait à, le

LA CAUTION

Le Directeur

Cet engagement doit être authentifié par les pièces suivantes :

Copie de la carte d'identité ou du passeport,

Facture récente EDF ou téléphone,

Dernier avertissement fiscal et dernier bulletin de salaire

Toute personne qui se rend coupable du délit de fausse signature tombe sous le coup de l'article 441-7 du nouveau Code Pénal.

PIECES A TRANSMETTRE OBLIGATOIREMENT

- Photocopie d'une pièce d'identité (carte d'identité, de séjour, passeport)
- Photocopie des 3 dernières quittances de loyer ou à défaut attestation d'hébergement.
- Attestation originale de « Bon payeur » de l'ancien bailleur privé ou social.
- Avertissement d'impôts **N et N-1 pour chaque occupant (photocopie)**
 - Avertissement d'impôt (imprimé 1533 M) au titre des revenus pour chaque personne vivant au foyer ou un certificat de non-imposition (imprimé 1534 M) pour les personnes non imposables.
 - *À défaut de ces documents, demander à la perception un extrait de rôle.*
- Photocopie de la carte d'étudiant de l'année en cours.
- Certificat de scolarité de l'année en cours.
- Justificatif de bourse, si vous en bénéficiez.
- Prévoir un chèque de caution qui vous sera demandé lors de votre entrée dans les lieux.

CAS PARTICULIERS

- Vous êtes salarié** : Joindre les trois derniers bulletins de salaire
Joindre une copie du contrat de travail
Joindre une attestation récente de présence dans l'entreprise
- Vous bénéficiez d'une pension** : Joindre le justificatif
- Vous bénéficiez de l'AAH** : Joindre le justificatif de la CAF

DONNEES PERSONNELLES

Les informations concernant le demandeur ou le locataire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion du patrimoine immobilier à caractère social d'Hénéo.

Elles sont destinées à un usage interne notamment pour :

- instruire les demandes d'attribution, d'adaptabilité ou de mutation des logements et, en particulier, prendre en compte les décisions des Commissions d'attribution des logements ;
- mettre en œuvre le suivi social personnalisé proposé aux personnes et familles en difficultés, lors de l'attribution d'un logement ou en cours de gestion locative ;
- gérer le patrimoine immobilier d'Hénéo (gestion locative et patrimoniale des logements et de leurs accessoires ; relations avec les gestionnaires des aides au logement et les réservataires des logements ; gestion des locaux d'activité et des locaux commerciaux ou professionnels ; fonctionnement des syndicats de copropriétaires ; fonctionnement des associations foncières urbaines et des associations syndicales ; élection des représentants des locataires au conseil d'administration ; négociation d'accords collectifs avec les résidents ; contrôle de la représentativité des associations de locataires ; mise en œuvre des politiques publiques concernant l'habitat à caractère social ; réalisation d'enquêtes) ;
- contrôler l'accès nominatif aux zones soumises à une restriction de circulation (vidéosurveillance des espaces communs non ouverts au public à des fins de sécurisation des biens et des personnes) ;
- la gestion des précontentieux et des contentieux avec les cocontractants, les demandeurs de logement, les occupants des logements et les tiers responsables d'atteintes au personnel ou au patrimoine d'un bailleur social ;
- l'exécution des décisions de justice ayant une incidence sur un lieu de résidence, telles que les décisions ordonnant l'éloignement d'un résident ou un relogement en urgence.

Ainsi, peuvent également être destinataires des informations les concernant et dans les limites de leurs attributions respectives :

- l'organisme financier teneur du compte courant du locataire ou du propriétaire ;
- les compagnies d'assurances du locataire ou du propriétaire ;
- la Commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) ;
- les auxiliaires de justice et les officiers ministériels dans le cadre de leur mission de recouvrement de créances ;
- les organismes payeurs d'aides au logement (CAF/CMSA) ;
- les services des impôts autorisés à obtenir communication des données dans le cadre de leur mission ;
- le fonds de solidarité pour le logement (FSL) ;
- la commission de surendettement ;
- les organismes habilités à mettre en œuvre ou suivre un accompagnement social ;
- les réservataires de logements ;
- la commission départementale des aides publiques au logement (CDAPL) ;
- l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) ;
- la commission d'attribution des logements ;
- le maire de la commune où se situent les logements, ou son délégué, en sa qualité de membre de la commission d'attribution ;
- la commission de médiation DALO ;
- le système national d'enregistrement (SNE) et les dispositifs de gestion partagée des demandes de logements ;
- les collectivités, l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI), le service commun d'enregistrement et le service intégré d'accueil et d'intégration (SIAO) compétents assurant le service d'enregistrement des demandes de logement ;
- l'organisme participant à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées PDALHPD ;
- le service de l'État ou du département assurant le secrétariat des instances locales du PDALHPD ;
- la commission de coordination de l'accord collectif intercommunal.

De plus, Hénéo pourra être amenée à transmettre certaines données à d'autres destinataires en cas de légitime nécessité :

- transmission des coordonnées du locataire à des prestataires ou sous traitants chargés de réaliser des enquêtes et d'établir des statistiques relatives à la gestion et à l'occupation du patrimoine immobilier, à la réhabilitation des immeubles et des logements ou à l'appréciation de la qualité du service ;
- transmission des coordonnées du locataire à des prestataires ou sous traitants devant intervenir à l'intérieur du logement, et ce principalement pour une prise de rendez-vous ;
- transmission des éléments nécessaires à des organismes de recouvrement en cas d'impayés ;
- transmission des données nécessaires à la gestion des réseaux techniques, en particulier de distribution d'énergie, d'eau et de télécommunications, aux entreprises intervenant ou gérant ces réseaux ;
- transmission des données nécessaires à la gestion des contrôles d'accès et de la vidéosurveillance des espaces communs non ouverts au public, aux prestataires et sous-traitants chargés de l'installation, de la maintenance ou de la gestion du dispositif ;
- transmission de la courbe de charges aux personnels dûment habilités des fournisseurs d'énergie, des gestionnaires de réseaux et des sociétés tierces pour la mise en place de tarifs adaptés à la consommation des ménages, pour la gestion du réseau de distribution et la fourniture de services complémentaires.

Ces données sont stockées en Union Européenne (UE) et ne sont pas transférées dans un pays situé en dehors de l'Union Européenne.

Elles sont conservées le temps strictement nécessaire à l'accomplissement de la finalité pour laquelle elles ont été collectées, puis sont archivées le temps nécessaire à l'accomplissement d'obligations légales (contrôle ANCOLS), ou, en cas de contentieux, le temps de la prescription de l'action en justice correspondante.

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, vous bénéficiez d'un droit d'accès, d'effacement, de rectification ou de limitation aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à : Hénéo droit d'accès, 99 rue du Chevaleret 75013 Paris ou par mail à l'adresse : contactdpo@heneo.fr Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant. Un justificatif d'identité devra être joint à la demande.

Vous avez également la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL).